



**Communiqué
10 janvier 2022**

Surenchère sécuritaire : de l'argent pour l'intérieur ... mais pas pour tous les services publics

Emmanuel Macron, en déplacement à Nice, vient d'annoncer une enveloppe de 15 milliards d'euros pour la sécurité dans le cadre d'un futur projet de loi de programmation pour le ministère de l'Intérieur. Le gouvernement actuel n'a cessé de répéter qu'il n'existait pas d'argent magique et qu'il n'avait pas de quoi investir dans les services publics. Vu la déclaration de ce jour, il semble que finalement l'argent magique existe mais pas pour tous les services publics. Le choix du lieu n'est pas neutre, la région est marquée par la présence de la droite la plus conservatrice et par une forte représentation de l'extrême droite : cette annonce relève de la surenchère réactionnaire pour flatter l'électorat de la droite et de l'extrême droite.

Depuis deux ans, les services publics sont mis à rude épreuve par la crise sanitaire. Et ce d'autant plus qu'ils ont subi les politiques austéritaires marquées par les suppressions de postes et les restructurations. Sous le gouvernement Macron, c'est 17 600 lits qui ont été supprimés à l'hôpital public, 7900 postes dans l'Éducation, près de 8000 aux Finances Publiques. L'objectif politique de ce gouvernement est clair, mettre exsangue le service public pour le privatiser et se concentrer uniquement sur les fonctions régaliennes. Dans ce contexte, cette communication est une provocation supplémentaire adressée aux agent-es publics.

Solidaires Fonction Publique constate que lorsqu'il s'agit de renforcer le "tout sécuritaire" et le "tout répressif", il n'y a plus de problème de budget. Ces 15 milliards devraient être investis pour relever l'hôpital public, recruter des agents publics, renforcer le maillage territorial des services publics qui sont un bien commun pour la population. Pour Solidaires Fonction Publique, cet argent doit servir à financer un plan d'urgence pour les services publics comme nous le demandons depuis le début de la crise sanitaire.

Solidaires FP revendique

- la mise en œuvre d'un plan d'urgence d'investissements pour les services publics.
- des recrutements à hauteurs des besoins et des enjeux pour rendre le service public accessibles aux usager-es
- des augmentations de salaires et des mesures générales pour l'ensemble des agent-es publics